



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

# NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 21 – 27 mai 2021

### En bref

**Nigéria** : la croissance atteint 0,51% au premier trimestre ; la Banque centrale maintient ses principaux taux directeurs inchangés ; la NNPC signe un accord avec plusieurs compagnies pétrolières pour le partage de production de pétrole offshore à Bonga ; signature d'un MoU entre Lagos et Ogun pour la création d'une commission commune de développement.

**Ghana** : visite du président Akufo-Addo à Bruxelles ; la Banque de développement du Ghana débiterait son activité en juillet.

## Nigéria

La croissance atteint 0,51% au premier trimestre.

[D'après le Bureau national des statistiques, l'économie nigériane a connu une croissance de 0,51% en glissement annuel au premier trimestre 2021.](#) La croissance accélère ainsi après une progression de 0,11% lors du dernier trimestre 2020 qui avait marqué la sortie de la récession suite à deux trimestres consécutifs de recul (-6,1% au deuxième trimestre 2020 et -3,6% au troisième). Malgré une production en hausse, avec 1,72 million de barils par jour en moyenne

### LE CHIFFRE À RETENIR

10,3 MDS USD

*C'est le coût des conflits et des violences au Nigéria en 2020 selon le Conseil consultatif économique présidentiel nigérian.*

sur ce premier trimestre, contre 1,56 au semestre précédent, le secteur pétrolier aura enregistré une contraction de 2,2% en g.a. Il contribue désormais à hauteur de 9,25% du PIB. Ce sont donc les activités non-pétrolières qui ont tiré la croissance en ce premier trimestre avec une progression de 0,79% en g.a. L'industrie est en expansion pour la première fois en un an avec une croissance de 3,4% alors que les services ont reculé de 0,39%. L'agriculture, seul secteur à ne pas avoir connu de récession en 2020, a continué sa progression avec un taux de croissance de 2,28%. A noter en particulier la croissance du secteur du ciment (+11,2%), des télécommunications (+7,69%) et de l'agroalimentaire (+7,11%). Pour rappel, le Nigéria a connu une récession de 1,92% en 2020. En 2021

la croissance attendrait 1,1% selon la Banque mondiale et 2,5% d'après le FMI.

## La Banque centrale maintient ses principaux taux directeurs inchangés.

[A la suite du comité de politique monétaire qui s'est tenu cette semaine, la CBN a annoncé le maintien de son taux directeur à 11,5%.](#) Les autres instruments de politique monétaire restent également inchangés avec un taux de réserves obligatoires maintenu à 27,5% et un ratio de liquidité à 30%. Cette décision intervient dans un contexte de stagflation marqué par une inflation toujours élevée (18,12% en avril) et une reprise économique fragile (croissance de 0,51% au premier trimestre). La CBN s'est félicitée du ratio de fonds propres du secteur financier qui se situe à 15,8% et du ratio de liquidité à 38,9% qui respectent tous les deux leur seuil minimal réglementaire de 15% et 30% respectivement. En revanche, le taux de prêts non performants reste au-dessus du seuil maximal de 5% imposé par la Banque centrale bien qu'il ait diminué de 6,6% en avril 2020 à 5,89% en avril 2021. [Par ailleurs, la CBN a publié cette semaine le taux de change Investors and Exporters de 410 NGN/USD sur la page d'accueil de son site internet.](#) Il s'agit désormais du seul taux de change affiché sur ce site, le taux de change officiel de 379 NGN/USD ayant été retiré la semaine dernière. Cette modification semble donc confirmer la suppression du taux de change officiel ce qui correspondrait de facto à une dévaluation du Naira de 7,8%. Cependant, la CBN n'a toujours pas communiqué officiellement à ce sujet.

## La NNPC signe un accord avec plusieurs compagnies pétrolières pour le partage de production de pétrole offshore à Bonga.

[La Nigerian National Petroleum Corporation \(NNPC\), compagnie nationale pétrolière, a signé un accord pour le partage de production sur le périmètre de Bonga avec Shell, Exxon Mobil, Total et Eni.](#) Cet accord vise à renouveler la licence d'exploitation pour le bloc offshore OML 118 pour 20 ans supplémentaires. Cette nouvelle entente permet le règlement de différends fiscaux de longue date et un partage équitable de la production. Ce nouveau cadre devrait faciliter la mise en œuvre du projet de développement du bloc Bonga South West Aparo (BSWA), qui nécessite plus de 10 Mds USD d'investissements. L'OML 118 inclut déjà le bloc Bonga North West qui produit 225 000 barils de pétrole et 4 millions de mètres cube de gaz par jour. L'exploitation de Bonga South West permettrait alors la production de 150 000 barils de pétrole supplémentaires par jour. Le projet est contrôlé à 55% par Shell, Exxon Mobil en détient 20% et Eni et Total ont chacun une participation de 12,5%.

## Signature d'un MoU entre Lagos et Ogun pour la création d'une commission commune de développement.

[Les Gouvernements des Etats de Lagos et d'Ogun ont signé un protocole d'accord pour la création d'une commission commune de développement afin d'accélérer le développement socio-économique des deux Etats.](#) Cette commission vise à développer la coopération des deux Etats voisins sur les principaux domaines d'intérêts mutuels à savoir la sécurité, le commerce, l'urbanisation et les infrastructures de transport transfrontalières. Cette nouvelle approche collaborative devrait encourager la circulation des personnes, des biens et des services, l'industrialisation et assurer un développement urbain sain des États. Lagos est la capitale économique et financière du Nigéria avec un PIB estimé à 136 Mds USD et une population de 22 millions d'habitants en forte croissance. Ogun en tant que seul Etat frontalier de la mégalopole de Lagos en est son prolongement naturel et bénéficie de son rayonnement. Le PIB d'Ogun est estimé à 15 Mds USD pour une population de 5 millions d'habitants. Sa superficie et proximité avec Lagos lui permettent d'abriter de nombreuses usines et entrepôts d'entreprises ayant leur siège local à Lagos, tout en développant son agriculture (pour 40% de son PIB).

## Ghana

### Visite du président Akufo-Addo à Bruxelles.

Le Président ghanéen s'est rendu à Bruxelles les 19 et 20 mai derniers, à la suite de sa visite à Paris dans le cadre du Sommet sur le financement des économies africaines. Ces deux jours bruxellois furent l'occasion de rencontres productives: la Commission européenne a félicité la mise en œuvre en un temps record par le Ghana des réformes recommandées par le Guide international des risques-pays en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. [D'après un communiqué de presse de la Présidence du Ghana, la Commission européenne serait disposée à retirer le Ghana de sa liste des pays non-conformes en matière de lutte anti-blanchiment et de lutte contre le financement du terrorisme.](#) Inscrit sur cette liste depuis mai 2020, le Ghana a pu réagir rapidement par des réformes renforçant son système financier. Par ailleurs, les équipes de la Commission européenne et du Ghana devraient se rencontrer prochainement pour discuter des modalités de réalisation d'une initiative permettant le lancement d'un hub africain de fabrication des vaccins contre la Covid-19 au Ghana. Le soutien financier à ce projet pourrait être apporté par la Banque européenne d'investissement, à travers son prêt de 170 M EUR pour l'établissement de la Banque de développement du Ghana.

## La Banque de développement du Ghana débute son activité en juillet.

[Le ministre des Finances a annoncé l'inauguration en juillet prochain de la Banque de développement du Ghana \(DBG\), avec un capital initial de 500 MUSD.](#) Ce nouvel établissement financier, sous l'égide des autorités ghanéennes, a été créé par la loi sur les institutions financières du développement d'août 2020. Il s'inscrit dans le cadre du programme *Ghana Beyond Aid* du gouvernement, qui affiche une volonté de financer son propre développement et de s'autonomiser vis-à-vis de l'aide extérieure. La Banque est un des piliers de la stratégie ghanéenne de reconstruction post-Covid: elle vise d'une part à remédier aux effets de la pandémie et d'autre part à soutenir le système financier dans le financement du secteur privé. Si la DBG ne prêtera pas directement aux entreprises, elle approvisionnera les banques commerciales existantes et autres institutions financières qualifiées dans l'objectif de fournir des prêts de long-termes et autres produits innovants qui sont peu présents dans le système actuel. En novembre dernier, la Banque mondiale avait déjà annoncé son soutien à la DBG par un prêt de 250 MUSD sur 30 ans, dans le but de faciliter le financement des PME et des petits entrepreneurs. Ces derniers font face à d'importantes contraintes de crédit: le taux moyen de prêts aux entreprises était de quasiment 24% en 2019. La Banque mondiale estimait ainsi que le déficit de financement des

petites entreprises atteignait 13% du PIB en 2017 (6,1 Mds USD). L'autre moitié du capital de la DBG devrait provenir de financements apportés par l'Etat. Ce dernier est déterminé à capitaliser la Banque à hauteur d'1 Md USD au cours des cinq prochaines années.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abuja  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abuja, service économique d'Accra, antenne de Lagos

Pour s'abonner : [heddie.moreno@dgtresor.gouv.fr](mailto:heddie.moreno@dgtresor.gouv.fr)